Dans une société où les inégalités s'accentuent sous l'effet des choix budgétaires, où plus de 1,7 millions de jeunes de moins de 18 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté (860 euros pour une personne) le service public doit apporter une Education de Qualité à tous les élèves. C'est bien de plus et mieux d'école dont nous avons besoin. Alors que c'est tout le contraire qu'on nous impose. Qu'importe le gâchis humain et social que cela entraîne, qu'importe la souffrance des élèves en difficulté d'apprentissage et celle des personnels dont les missions sont devenues impossibles. Une école de la confiance ne peut exister dans ces conditions.

Agir contre la "maltraitance" de l'EPS

Après le « virage Belkacem » et la disparition au DNB de l'évaluation de l'EPS de manière spécifique et des programmes collège affaibli dans leur contenu, Blanquer impose une violente accélération dans la remise en cause de notre discipline. La place de l'EPS et du sport scolaire à l'EN est mise en question et minimisée.

Baisse de 20% des postes au CAPEPS alors qu'il ne manquait pas d'étudiants candidats contrairement à la fable énoncée. Cela se traduit déjà par la diminution du nombre des TZR et en conséquence, leur disponibilité pour le remplacement. A cette rentrée, il n'y a que 2% de TZR disponibles pour faire face aux remplacements. La précarité mais également la rupture de la continuité de notre enseignement dans certains établissements se développent. Et avec les 2650 suppressions annoncées pour 2019 il faut s'attendre à de nouvelles dégradations.

Suppression de l'enseignement d'exploration en seconde (5H) et de complément en 1er et Terminale (2X4H) qui était une remarquable voie originale de réussite en EPS à l'occasion de la réforme du BAC. Blanquer vient d'annoncer un coup de pouce pour le grec et le latin mais rien pour l'EPS!

Renforcement des logiques de contraintes de programmation et introduction de davantage d'« activité de la forme » à l'occasion du nouveau projet de programme en Lycée.

Diminution des Horaire en LP avec, en supplément, un affichage des horaires extravaguant 2,8 en 2nde 2,5 en 1ière et 2,2 en Terminale.

Agir pour les "AS en danger"

L'augmentation du coût du contrat licence en rajoute sur les difficultés des AS obligeant certaines à réduire la qualité des rencontres ou à renforcer le prix de la licence, donc à faire payer de plus en plus les « usagers » à contre sens de la logique du service public.

Agir contre la fin du Ministère des SPORTS?

Fin programmée avec la suppression de 1600 personnels sur les 3200 qu'il compte aujourd'hui et une centration sur le sport de haute performance dans le cadre de la préparation des JOP 2024.

Se mobiliser contre ces projets pour défendre l'éducation des jeunes, notre profession, notre discipline est une nécessité.